

**MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS  
DIRECÇÃO-GERAL DOS NEGÓCIOS POLÍTICOS**

**Decreto n.º 49/79**

**de 6 de Junho**

O Governo decreta, nos termos da alínea c) do artigo 200.º da Constituição, o seguinte:

**Artigo único.** É aprovada a Convenção para a Protecção do Património Mundial, Cultural e Natural, aberta para assinatura em Paris, em 23 de Novembro de 1972, cujo texto em francês e respectiva tradução em português seguem em anexo ao presente decreto.

Visto e aprovado em Conselho de Ministros de 18 de Abril de 1979. — Carlos Alberto da Mota Pinto — João Carlos Lopes Cardoso de Freitas Cruz.

Assinado em 11 de Maio de 1979.

Publique-se.

O Presidente da Republica, ANTÓNIO RAMALHO EANES.

(D.R. n.º 130, I Série, de 6 de Junho de 1979)

**外 交 部**

**政 治 事 務 統 籌 司**

**命令 第 49/79 號**

**六月六日**

政府根據《憲法》第二百條c項之規定，命令制定如下：

獨一條——通過一九七二年十一月二十三日在巴黎開放簽署之《保護世界文化和自然遺產公約》；該公約之法文文本及葡文譯本附於本命令。

一九七九年四月十八日於部長會議內檢閱及通過——麥斌圖——古家龍。

一九七九年五月十一日簽署。

命令公布。

**共和國總統 恩尼斯**

(一九七九年六月六日第130期《共和國公報》第一組)

**Convention pour la Protection  
du Patrimoine Mondial, Culturel et Naturel**

La Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, réunie à Paris du 17 octobre au 21 novembre 1972, en sa dix-septième session,

Constatant que le patrimoine culturel et le patrimoine naturel sont de plus en plus menacés de destruction non seulement par les causes traditionnelles de dégradation mais encore par l'évolution de la vie sociale et économique qui les aggrave par des phénomènes d'altération ou de destruction encore plus redoutables;

Considérant que la dégradation ou la disparition d'un bien du patrimoine culturel et naturel constitue un appauvrissement néfaste du patrimoine de tous les peuples du monde;

Considérant que la protection de ce patrimoine à l'échelon national reste souvent incomplète en raison de l'ampleur des moyens qu'elle nécessite et de l'insuffisance des ressources économiques, scientifiques et techniques du pays sur le territoire duquel se trouve le bien à sauvegarder;

Rappelant que l'Acte constitutif de l'Organisation prévoit qu'elle aidera au maintien, à l'avancement et à la diffusion du savoir en veillant à la conservation et protection du patrimoine universel et en recommandant aux peuples intéressés des conventions internationales à cet effet;

Considérant que les conventions, recommandations et résolutions internationales existantes en faveur des biens culturels et naturels démontrent l'importance que présente, pour tous les peuples du monde, la sauvegarde de ces biens uniques et irremplaçables à quelque peuple qu'ils appartiennent;

Considérant que certains bien du patrimoine culturel et naturel présentent un intérêt exceptionnel qui nécessite leur préservation en tant qu'élément du patrimoine mondial de l'humanité tout entière;

Considérant que devant l'ampleur et la gravité des dangers nouveaux qui les menacent il incombe à la collectivité internationale tout entière de participer à la protection du patrimoine culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle, par l'octroi d'une assistance collective qui sans se substituer à l'action de l'État intéressé la complétera efficacement;

Considérant qu'il est indispensable d'adopter à cet effet de nouvelles dispositions conventionnelles établissant un système efficace de protection collective du patrimoine culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle organisé d'une façon permanente et selon des méthodes scientifiques et modernes;

Après avoir décidé lors de sa seizième session que cette question ferait l'objet d'une Convention internationale.

adopte ce seizième jour de novembre 1972 la présente Convention.

**I — Definitions du patrimoine culturel et naturel**

**ARTICLE 1**

Aux fins de la présente Convention sont considérés comme patrimoine culturel:

Les monuments: œuvres architecturales, de sculpture ou de peinture monumentales, éléments ou structures de caractère archéologique, inscriptions, grottes et groupes d'éléments, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de l'histoire, de l'art ou de la science;

Les ensembles: groupes de constructions isolées ou réunies, qui, en raison de leur architecture, de leur unité, ou de leur intégration dans le paysage, ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de l'histoire, de l'art ou de la science;

Les sites: œuvres de l'homme ou œuvres conjuguées de l'homme et de la nature, ainsi que les zones y compris les sites archéologiques qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue historique, esthétique, ethnologique ou anthropologique.

## ARTICLE 2

Aux fins de la présente Convention sont considérés comme patrimoine naturel:

Les monuments naturels constitués par des formations physiques et biologiques ou par des groupes de telles formations qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue esthétique ou scientifique;

Les formations géologiques et physiographiques et les zones strictement délimitées constituant l'habitat d'espèces animale et végétale menacées, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science ou de la conservation.

Les sites naturels ou les zones naturelles strictement délimitées, qui ont une valeur universelle exceptionnelle du point de vue de la science, de la conservation ou de la beauté naturelle.

## ARTICLE 3

Il appartient à chaque État partie à la présente Convention d'identifier et de délimiter les différents biens situés sur son territoire et visés aux articles 1 et 2 ci-dessus.

### **II — Protection nationale et protection internationale du patrimoine culturel et naturel**

## ARTICLE 4

Chacun des États parties à la présente Convention reconnaît que l'obligation d'assurer l'identification, la protection, la conservation, la mise en valeur et la transmission aux générations futures du patrimoine culturel et naturel visé aux articles 1 et 2 et situé sur son territoire, lui incombe en premier chef. Il s'efforce d'agir à cet effet tant par son propre effort au maximum de ses ressources disponibles que, le cas échéant, au moyen de l'assistance et de la coopération internationales dont il pourra bénéficier, notamment aux plans financier, artistique, scientifique et technique.

## ARTICLE 5

Afin d'assurer une protection et une conservation aussi efficaces et une mise en valeur aussi active que possible du patrimoine culturel et naturel situé sur leur territoire et dans les conditions appropriées à chaque pays, les États parties à la présente Convention s'efforceront dans la mesure du possible:

a) D'adopter une politique générale visant à assigner une fonction au patrimoine culturel et naturel dans la vie collective, et à intégrer la protection de ce patrimoine dans les programmes de planification générale;

- b) D'instituer sur leur territoire, dans la mesure où ils n'existent pas, un ou plusieurs services de protection, de conservation et de mise en valeur du patrimoine culturel et naturel, dotés d'un personnel approprié, et disposant des moyens lui permettant d'accomplir les tâches qui lui incombent;
- c) De développer les études et les recherches scientifiques et techniques et perfectionner les méthodes d'intervention qui permettent à un État de faire face aux dangers qui menacent son patrimoine culturel ou naturel;
- d) De prendre les mesures juridiques, scientifiques, techniques, administratives et financières adéquates pour l'identification, la protection, la conservation, la mise en valeur et la réanimation de ce patrimoine; et
- e) De favoriser la création ou le développement de centres nationaux ou régionaux de formation dans le domaine de la protection, de la conservation et de la mise en valeur du patrimoine culturel et naturel et d'encourager la recherche scientifique dans ce domaine.

## ARTICLE 6

1 — En respectant pleinement la souveraineté des États sur le territoire desquels est situé le patrimoine culturel et naturel visé aux articles 1 et 2, et sans préjudice des droits réels prévus par la législation nationale sur ledit patrimoine, les États parties à la présente Convention reconnaissent qu'il constitue un patrimoine universel pour la protection duquel la communauté internationale tout entière a le devoir de coopérer.

2 — Les États parties s'engagent en conséquence, et conformément aux dispositions de la présente Convention, à apporter leur concours à l'identification, à la protection, à la conservation et à la mise en valeur du patrimoine culturel et naturel visé aux paragraphes 2 et 4 de l'article 11 si État sur le territoire duquel il est situé le demande.

3 — Chacun des États parties à la présente Convention s'engage à ne prendre délibérément aucune mesure susceptible d'endommager directement ou indirectement le patrimoine culturel et naturel visé aux articles 1 et 2 qui est situé sur le territoire d'autres États parties à cette Convention.

## ARTICLE 7

Aux fins de la présente Convention, il faut entendre par protection internationale du patrimoine mondial culturel et naturel la mise en place d'un système de coopération et d'assistance internationales visant à seconder les États parties à la Convention dans les efforts qu'ils déploient pour préserver et identifier ce patrimoine.

### **III — Comité intergouvernemental de la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel**

## ARTICLE 8

1 — Il est institué auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture un comité intergouvernemental de la protection du patrimoine culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle dénommé «le Comité du patrimoine mondial». Il est composé de 15 États parties à la convention, élus par les États parties à la convention réunis en assemblée générale au cours de sessions ordinaires de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Le nombre des États membres

du Comité sera porté à 21 à compter de la session ordinaire de la Conférence générale qui suivra l'entrée en vigueur de la présente Convention pour au moins 40 États.

2 — L'élection des membres du Comité doit assurer une représentation équitable des différentes régions et cultures du monde.

3 — Assistant aux séances du Comité avec voix consultative un représentant du Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (Centre de Rome), un représentant du Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS), et un représentant de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN), auxquels peuvent s'ajouter, à la demande des États parties réunis en assemblée générale au cours des sessions ordinaires de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, des représentants d'autres organisations intergouvernementales ou non gouvernementales ayant des objectifs similaires.

#### ARTICLE 9

1 — Les États membres du Comité du patrimoine mondial exercent leur mandat depuis la fin de la session ordinaire de la Conférence générale au cours de laquelle ils ont été élus jusqu'à la fin de sa troisième session ordinaire subséquente.

2 — Toutefois, le mandat d'un tiers des membres désignés lors de la première élection se terminera à la fin de la première session ordinaire de la Conférence générale suivant celle au cours de laquelle ils ont été élus et le mandat d'un second tiers des membres désignés en même temps, se terminera à la fin de la deuxième session ordinaire de la Conférence générale suivant celle au cours de laquelle ils ont été élus. Les noms de ces membres seront tirés au sort par le Président de la Conférence générale après la première élection.

3 — Les États membres du Comité choisissent pour les représenter des personnes qualifiées dans le domaine du patrimoine culturel ou du patrimoine naturel.

#### ARTICLE 10

1 — Le Comité du patrimoine mondial adopte son règlement intérieur.

2 — Le Comité peut à tout moment inviter à ses réunions des organismes publics ou privés, ainsi que des personnes privées, pour les consulter sur des questions particulières.

3 — Le Comité peut créer les organes consultatifs qu'il estime nécessaires à l'exécution de sa tâche.

#### ARTICLE 11

1 — Chacun des États parties à la présente Convention soumet, dans toute la mesure du possible, au Comité du patrimoine mondial un inventaire des biens du patrimoine culturel et naturel situés sur son territoire et susceptibles d'être inscrits sur la liste prévue au paragraphe 2 du présent article. Cet inventaire, qui n'est pas considéré comme exhaustif, doit comporter une documentation sur le lieu des biens en question et sur l'intérêt qu'ils présentent.

2 — Sur la base des inventaires soumis par les États en exécution du paragraphe 1 ci-dessus, le Comité établit, met à jour et diffuse, sous le nom de «liste du patrimoine mondial», une liste des biens du patrimoine culturel et du patrimoine naturel, tels qu'ils sont

définis aux articles 1 et 2 de la présente Convention, qu'il considère comme ayant une valeur universelle exceptionnelle en application des critères qu'il aura établis. Une mise à jour de la liste doit être diffusée au moins tous les deux ans.

3 — L'inscription d'un bien sur la liste du patrimoine mondial ne peut se faire qu'avec le consentement de l'Etat intéressé. L'inscription d'un bien situé sur un territoire faisant l'objet de revendication de souveraineté ou de juridiction de la part de plusieurs États ne préjuge en rien les droits des parties au différend.

4 — Le Comité établit, met à jour et diffuse, chaque fois que les circonstances l'exigent, sous le nom de «liste du patrimoine mondial en péril», une liste des biens figurant sur la liste du patrimoine mondial pour la sauvegarde desquels de grands travaux sont nécessaires et pour lesquels une assistance a été demandée aux termes de la présente Convention. Cette liste contient une estimation du coût des opérations. Ne peuvent figurer sur cette liste que des biens du patrimoine culturel et naturel qui sont menacés de dangers graves et précis, tels que menace de disparition due à une dégradation accélérée, projets de grands travaux publics ou privés, rapide développement urbain et touristique, destruction due à des changements d'utilisation ou de propriété de la terre, altérations profondes dues à une cause inconnue, abandon pour des raisons quelconques, conflit armé venant ou menaçant d'éclater, calamités et cataclysmes, grands incendies, séismes, glissements de terrain, éruptions volcaniques, modification du niveau des eaux, inondations, raz de marée. Le Comité peut, à tout moment, en cas d'urgence, procéder à une nouvelle inscription sur la liste du patrimoine mondial en péril et donner à cette inscription une diffusion immédiate.

5 — Le Comité définit les critères sur la base desquels un bien du patrimoine culturel et naturel peut être inscrit dans l'une ou l'autre des listes visées aux paragraphes 2 et 4 du présent article.

6 — Avant de refuser une demande d'inscription sur l'une des deux listes visées aux paragraphes 2 et 4 du présent article, le Comité consulte l'Etat partie sur le territoire duquel est situé le bien du patrimoine culturel ou naturel dont il s'agit.

7 — Le Comité, avec l'accord des États intéressés, coordonne et encourage les études et les recherches nécessaires à la constitution des listes visées aux paragraphes 2 et 4 du présent article.

#### ARTICLE 12

Le fait qu'un bien du patrimoine culturel et naturel n'ait pas été inscrit sur l'une ou l'autre des deux listes visées aux paragraphes 2 et 4 de l'article 11 ne saurait en aucune manière signifier qu'il n'a pas une valeur universelle exceptionnelle à des fins autres que celles résultant de l'inscription sur ces listes.

#### ARTICLE 13

1 — Le Comité du patrimoine mondial reçoit et étudie les demandes d'assistance internationale formulées par les États parties à la présente Convention en ce qui concerne les biens du patrimoine culturel et naturel situés sur leur territoire, qui figurent ou sont susceptibles de figurer sur les listes visées aux paragraphes 2 et 4 de l'article 11. Ces demandes peuvent avoir pour objet la protection, la conservation, la mise en valeur ou la réanimation de ces biens.

2 — Les demandes d'assistance internationale en application du paragraphe 1 du présent article peuvent aussi avoir pour objet

l'identification de biens du patrimoine culturel et naturel défini aux articles 1 et 2, lorsque des recherches préliminaires ont permis d'établir que ces dernières méritaient d'être poursuivies.

3 — Le Comité décide de la suite à donner à ces demandes, détermine, le cas échéant, la nature et l'importance de son aide et autorise la conclusion, en son nom, des arrangements nécessaires avec le gouvernement intéressé.

4 — Le Comité fixe un ordre de priorité pour ses interventions. Il le fait en tenant compte de l'importance respective des biens à sauvegarder pour le patrimoine mondial culturel et naturel, de la nécessité d'assurer l'assistance internationale aux biens les plus représentatifs de la nature ou du génie et de l'histoire des peuples du monde et de l'urgence des travaux à entreprendre, de l'importance des ressources des États sur le territoire desquels se trouvent les biens menacés et en particulier de la mesure dans laquelle ils pourraient assurer la sauvegarde de ces biens par leurs propres moyens.

5 — Le Comité établit, met à jour et diffuse une liste des biens pour lesquels une assistance internationale a été fournie.

6 — Le Comité décide de l'utilisation des ressources du Fonds créé aux termes de l'article 15 de la présente Convention. Il recherche les moyens d'en augmenter les ressources et prend toutes mesures utiles à cet effet.

7 — Le Comité coopère avec des organisations internationales et nationales, gouvernementales et non gouvernementales, ayant des objectifs similaires à ceux de la présente Convention. Pour la mise en oeuvre de ses programmes et l'exécution de ses projets, le Comité peut faire appel à ces organisations, en particulier au Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (Centre de Rome), au Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS) et à l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN), ainsi qu'à d'autres organismes publics ou privés et à des personnes privées.

8 — Les décisions du Comité sont prises à la majorité des deux tiers des membres présents et votants. Le quorum est constitué par la majorité des membres du Comité.

#### ARTICLE 14

1 — Le Comité du patrimoine mondial est assisté par un secrétariat nommé par le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

2 — Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, utilisant le plus possible les services du Centre international d'études pour la conservation et la restauration des biens culturels (Centre de Rome), du Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS), et de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN), dans les domaines de leurs compétences et de leurs possibilités respectives, prépare la documentation du Comité, l'ordre du jour de ses réunions et assure l'exécution de ses décisions.

#### IV — Fonds pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel

#### ARTICLE 15

1 — Il est créé un fonds pour la protection du patrimoine mondial culturel et naturel de valeur universelle exceptionnelle, dénommé «Le Fonds du patrimoine mondial».

2 — Le Fonds est constitué en fonds de dépôt, conformément aux dispositions du règlement financier de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

3 — Les ressources du Fonds sont constituées par:

- a) Les contributions obligatoires et les contributions volontaires des États parties à la présente Convention;
- b) Les versements, dons ou legs que pourront faire:
  - i) D'autres États,
  - ii) L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, les autres organisations du système des Nations Unies, notamment le Programme de développement des Nations Unies et d'autres organisations intergouvernementales,
  - iii) Des organismes publics ou privés ou des personnes privées;
- c) Tout intérêt dû sur les ressources du Fonds;
- d) Le produit des collectes et les recettes des manifestations organisées au profit du Fonds; et
- e) Toutes autres ressources autorisées par le règlement qu'élaborera le Comité du patrimoine mondial.

4 — Les contributions au Fonds et les autres formes d'assistance fournies au Comité ne peuvent être affectées qu'aux fins définies par lui. Le Comité peut accepter des contributions ne devant être affectées qu'à un certain programme ou à un projet particulier, à la condition que la mise en oeuvre de ce programme ou l'exécution de ce projet ait été décidée par le Comité. Les contributions au Fonds ne peuvent être assorties d'aucune condition politique.

#### ARTICLE 16

1 — Sans préjudice de toute contribution volontaire complémentaire, les États parties à la présente Convention s'engagent à verser régulièrement, tous les deux ans, au Fonds du patrimoine mondial des contributions dont le montant, calculé selon un pourcentage uniforme applicable à tous les États, sera décidé par l'assemblée générale des États parties à la convention, réunis au cours de sessions de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Cette décision de l'assemblée générale requiert la majorité des États parties présents et votants qui n'ont pas fait la déclaration visée au paragraphe 2 du présent article. En aucun cas, la contribution obligatoire des États parties à la convention ne pourra dépasser 1% de sa contribution au budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

2 — Toutefois, tout État visé à l'article 31 ou à l'article 32 de la présente Convention peut, au moment du dépôt de ses instruments de ratification, d'acceptation ou d'adhésion, déclarer qu'il ne sera pas lié par les dispositions du paragraphe 1 du présent article.

3 — Un État partie à la convention ayant fait la déclaration visée au paragraphe 2 du présent article, peut à tout moment retirer ladite déclaration moyennant notification du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Toutefois, le retrait de la déclaration n'aura d'effet sur la contribution obligatoire due par cet État qu'à partir de la date de l'assemblée générale des États parties qui suivra.

4 — Afin que le Comité soit en mesure de prévoir ses opérations d'une manière efficace, les contributions des États parties à la présente Convention, ayant fait la déclaration visée au paragraphe 2 du présent article, doivent être versées sur une base régulière, au moins tous les deux ans, et ne devraient pas être inférieures

aux contributions qu'ils auraient dû verser s'ils avaient été liés par les dispositions du paragraphe 1 du présent article.

5 — Tout État partie à la convention qui est en retard dans le paiement de sa contribution obligatoire ou volontaire en ce qui concerne l'année en cours et l'année civile qui l'a immédiatement précédée, n'est pas éligible au Comité du patrimoine mondial, cette disposition ne s'appliquant pas lors de la première élection. Le mandat d'un tel État qui est déjà membre du Comité prendra fin au moment de toute élection prévue à l'article 8, paragraphe 1, de la présente Convention.

## ARTICLE 17

Les États parties à la présente Convention envisagent ou favorisent la création de fondations ou d'associations nationales publiques et privées ayant pour but d'encourager les libéralités en faveur de la protection du patrimoine culturel et naturel défini aux articles 1 et 2 de la présente Convention.

## ARTICLE 18

Les États parties à la présente Convention prêtent leur concours aux campagnes internationales de collecte qui sont organisées au profit du Fonds du patrimoine mondial sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. Ils facilitent les collectes faites à ces fins par des organismes mentionnés au paragraphe 3, article 15.

## V — Conditions et modalités de l'assistance internationale

### ARTICLE 19

Tout État partie à la présente Convention peut demander une assistance internationale en faveur de biens du patrimoine culturel ou naturel de valeur universelle exceptionnelle situés sur son territoire. Il doit joindre à sa demande les éléments d'information et les documents prévus à l'article 21 dont il dispose et dont le Comité a besoin pour prendre sa décision.

### ARTICLE 20

Sous réserve des dispositions du paragraphe 2 de l'article 13, de l'alinéa c) de l'article 22, et de l'article 23, l'assistance internationale prévue par la présente Convention ne peut être accordée qu'à des biens du patrimoine culturel et naturel que le Comité du patrimoine mondial a décidé ou décide de faire figurer sur l'une des listes visées aux paragraphes 2 et 4 de l'article 11.

### ARTICLE 21

1 — Le Comité du patrimoine mondial définit la procédure d'examen des demandes d'assistance internationale qu'il est appelé à fournir et précise notamment les éléments qui doivent figurer dans la demande, laquelle doit décrire l'opération envisagée, les travaux nécessaires, une estimation de leur coût, leur urgence et les raisons pour lesquelles les ressources de l'État demandeur ne lui permettent pas de faire face à la totalité de la dépense. Les demandes doivent, chaque fois que possible, s'appuyer sur l'avis l'experts.

2 — En raison des travaux qu'il peut y avoir lieu d'entreprendre sans délai, les demandes fondées sur des calamités naturelles ou des catastrophes doivent être examinées d'urgence et en priorité par le Comité, qui doit disposer d'un fonds de réserve servant à de telles éventualités.

3 — Avant de prendre une décision, le Comité procède aux études et aux consultations qu'il juge nécessaires.

## ARTICLE 22

L'assistance accordée par le Comité du patrimoine mondial peut prendre les formes suivantes:

- a) Études sur les problèmes artistiques, scientifiques et techniques que posent la protection, la conservation, la mise en valeur et la réanimation du patrimoine culturel et naturel, tel qu'il est défini aux paragraphes 2 et 4 de l'article 11 de la présente Convention;
- b) Mise à la disposition d'experts, de techniciens et de main-d'œuvre qualifiée pour veiller à la bonne exécution du project approuvé;
- c) Formation de spécialistes de tous niveaux dans le domaine de l'identification, de la protection, de la conservation, de la mise en valeur et de la réanimation du patrimoine culturel et naturel;
- d) Fourniture de l'équipement que l'État intéressé ne possède pas ou n'est pas en mesure d'acquérir;
- e) Prêts à faible intérêt, sans intérêt, ou qui pourraient être remboursés à long terme;
- f) Octroi, dans des cas exceptionnels et spécialement motivés, de subventions non remboursables.

## ARTICLE 23

Le Comité du patrimoine mondial peut également fournir une assistance internationale à des centres nationaux ou régionaux de formation de spécialistes de tous niveaux dans le domaine de l'identification, de la protection, de la conservation, de la mise en valeur et de la réanimation du patrimoine culturel et naturel.

## ARTICLE 24

Une assistance internationale très importante ne peut être accordée qu'après une étude scientifique, économique et technique détaillée. Cette étude doit faire appel aux techniques les plus avancées de protection, de conservation, de mise en valeur et de réanimation du patrimoine culturel et naturel et correspondre aux objectifs de la présente Convention. L'étude doit aussi rechercher les moyens d'employer rationnellement les ressources disponibles dans l'État intéressé.

## ARTICLE 25

Le financement des travaux nécessaires ne doit, en principe, incomber que partiellement à la communauté internationale. La participation de l'État qui bénéficie de l'assistance internationale doit constituer une part substantielle des ressources apportées à chaque programme ou projet, sauf si ses ressources ne le lui permettent pas.

## ARTICLE 26

Le Comité du patrimoine mondial et l'État bénéficiaire définissent dans l'accord qu'ils concluent les conditions dans lesquelles sera exécuté un programme ou projet pour lequel est fournie une assistance internationale au titre de la présente Convention. Il incombe à l'État qui reçoit cette assistance internationale de continuer à protéger, conserver et mettre en valeur les biens ainsi sauvegardés, conformément aux conditions définies dans l'accord.

**VI — Programmes éducatifs****ARTICLE 27**

1 — Les États parties à la présente Convention s'efforcent par tous les moyens appropriés, notamment par des programmes d'éducation et d'information, de renforcer le respect et l'attachement de leurs peuples au patrimoine culturel et naturel défini aux articles 1 et 2 de la Convention.

2 — Ils s'engagent à informer largement le public des menaces qui pèsent sur ce patrimoine et des activités entreprises en application de la présente Convention.

**ARTICLE 28**

Les États parties à la présente Convention qui reçoivent une assistance internationale en application de la Convention prennent les mesures nécessaires pour faire connaître l'importance des biens qui ont fait l'objet de cette assistance et le rôle que cette dernière a joué.

**VII — Rapports****ARTICLE 29**

1 — Les États parties à la présente Convention indiquent dans les rapports qu'ils présenteront à la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture aux dates et sous la forme qu'elle déterminera, les dispositions législatives et réglementaires et les autres mesures qu'ils auront adoptées pour l'application de la Convention, ainsi que l'expérience qu'ils auront acquise dans ce domaine.

2 — Ces rapports seront portés à la connaissance du Comité du patrimoine mondial.

3 — Le Comité présente un rapport sur ses activités à chacune des sessions ordinaires de la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

**VIII — Clauses finales****ARTICLE 30**

La présente Convention est établie en anglais, en arabe, en espagnol, en français et en russe, les cinq textes faisant également foi.

**ARTICLE 31**

1 — La présente Convention sera soumise à la ratification ou à l'acceptation des États membres de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, conformément à leurs procédures constitutionnelles respectives.

2 — Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

**ARTICLE 32**

1 — La présente Convention est ouverte à l'adhésion de tout État non membre de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture invité à y adhérer par la Conférence générale de l'Organisation.

2 — L'adhésion se fera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

**ARTICLE 33**

La présente Convention entrera en vigueur trois mois après la date du dépôt du vingtième instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion mais uniquement à l'égard des États qui auront déposé leurs instruments respectifs de ratification, d'acceptation ou d'adhésion à cette date ou antérieurement. Elle entrera en vigueur pour chaque autre État trois mois après le dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion.

**ARTICLE 34**

Les dispositions ci-après s'appliquent aux États parties à la présente Convention ayant un système constitutionnel fédératif ou non unitaire:

- a) En ce qui concerne les dispositions de cette Convention dont la mise en œuvre relève de l'action législative du pouvoir législatif fédéral ou central, les obligations du gouvernement fédéral ou central seront les mêmes que celles des États parties qui ne sont pas des États fédératifs;
- b) En ce qui concerne les dispositions de cette Convention dont l'application relève de l'action législative de chacun des États, pays, provinces ou cantons constituants, qui ne sont pas en vertu du système constitutionnel de la fédération tenus à prendre des mesures législatives, le gouvernement fédéral portera, avec son avis favorable, lesdites dispositions à la connaissance des autorités compétentes des États, pays, provinces ou cantons.

**ARTICLE 35**

1 — Chacun des États parties à la présente Convention aura la faculté de dénoncer la Convention.

2 — La dénonciation sera notifiée par un instrument écrit déposé auprès du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

3 — La dénonciation prendra effet 12 mois après réception de l'instrument de dénonciation. Elle ne modifiera en rien les obligations financières à assumer par État dénonciateur jusqu'à la date à laquelle le retrait prendra effet.

**ARTICLE 36**

Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture informera les États membres de l'Organisation, les États non membres visés à l'article 32, ainsi que l'Organisation des Nations Unies, du dépôt de tous les instruments de ratification, d'acceptation ou d'adhésion mentionnés aux articles 31 et 32, de même que des dénonciations prévues à l'article 35.

**ARTICLE 37**

1 — La présente Convention pourra être révisée par la Conférence générale de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture. La révision ne liera cependant que les États qui deviendront parties à la Convention portant révision.

2 — Au cas où la Conférence générale adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente Convention et à moins que la nouvelle convention n'en dispose autrement, la présente Convention cesserait d'être ouverte à la ratification, à l'acceptation ou à l'adhésion à partir de la date d'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision.

### ARTICLE 38

Conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, la présente Convention sera enregistrée au Secrétariat des Nations Unies à la requête du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture.

Fait à Paris, ce 23<sup>e</sup>me jour de novembre 1972, en deux exemplaires authentiques portant la signature du Président de la Conférence générale, réunie en sa 17<sup>e</sup>me session, et du Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, qui seront déposés dans les archives de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, et dont les copies certifiées conformes seront remises à tous les États visés aux articles 31 et 32 ainsi qu'à l'Organisation des Nations Unies.

### Convenção para a Protecção do Património Municipal, Cultural e Natural

A Conferência Geral da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura, reunida em Paris de 17 de Outubro a 21 de Novembro de 1972, na sua décima sétima sessão:

Constatando que o património cultural e o património natural estão cada vez mais ameaçados de destruição, não apenas pelas causas tradicionais de degradação, mas também pela evolução da vida social e económica que as agrava através de fenómenos de alteração ou de destruição ainda mais importantes;

Considerando que a degradação ou o desaparecimento de um bem do património cultural e natural constitui um empobrecimento efectivo do património de todos os povos do mundo;

Considerando que a protecção de tal património à escala nacional é a maior parte das vezes insuficiente devido à vastidão dos meios que são necessários para o efeito e da insuficiência de recursos económicos, científicos e técnicos do país no território do qual se encontra o bem a salvaguardar;

Relembrando que o Acto Constitutivo da Organização prevê a ajuda à conservação, progresso e difusão do saber, promovendo a conservação e protecção do património universal e recomendando aos povos interessados convenções internacionais concluídas para tal efeito;

Considerando que as convenções, recomendações e resoluções internacionais existentes no interesse dos bens culturais e naturais demonstraram a importância que constitui, para todos os povos do mundo, a salvaguarda de tais bens, únicos e insubstituíveis, qualquer que seja o povo a que pertençam;

Considerando que determinados bens do património cultural e natural se revestem de excepcional interesse que necessita a sua preservação como elemento do património mundial da humanidade no seu todo;

Considerando que, perante a extensão e a gravidade dos novos perigos que os ameaçam, incumbe à colectividade internacional, no seu todo, participar na protecção do património cultural e natural, de valor universal excepcional, mediante a concessão de uma assistência colectiva que sem se substituir à acção do Estado interessado a complete de forma eficaz;

Considerando que se torna indispensável a adopção, para tal efeito, de novas disposições convencionais que estabeleçam um sistema eficaz de protecção colectiva do património cultural e natural de valor universal excepcional, organizado de modo permanente e segundo métodos científicos e modernos;

Após ter decidido aquando da sua décima sexta sessão que tal questão seria objecto de uma convenção internacional;

adota no presente dia 16 de Novembro de 1972 a presente Convenção.

### I — Definições do património cultural e natural

#### ARTIGO 1.<sup>o</sup>

Para fins da presente Convenção serão considerados como património cultural:

*Os monumentos.* — Obras arquitectónicas, de escultura ou de pintura monumentais, elementos ou estruturas de carácter arqueológico, inscrições, grutas e grupos de elementos com valor universal excepcional do ponto de vista da história, da arte ou da ciência;

*Os conjuntos.* — Grupos de construções isolados ou reunidos que, em virtude da sua arquitectura, unidade ou integração na paisagem, têm valor universal excepcional do ponto de vista da história, da arte ou da ciência;

*Os locais de interesse.* — Obras do homem, ou obras conjugadas do homem e da natureza, e as zonas, incluindo os locais de interesse arqueológico, com um valor universal excepcional do ponto de vista histórico, estético, etnológico ou antropológico.

#### ARTIGO 2.<sup>o</sup>

Para fins da presente Convenção serão considerados como património natural:

Os monumentos naturais constituídos por formações físicas e biológicas ou por grupos de tais formações com valor universal excepcional do ponto de vista estético ou científico;

As formações geológicas e fisiográficas e as zonas estritamente delimitadas que constituem *habitat* de espécies animais e vegetais ameaçadas, com valor universal excepcional do ponto de vista da ciência ou da conservação;

Os locais de interesse naturais ou zonas naturais estritamente delimitadas, com valor universal excepcional do ponto de vista da ciência, conservação ou beleza natural.

**ARTIGO 3.º**

Competirá a cada Estado parte na presente Convenção identificar e delimitar os diferentes bens situados no seu território e referidos nos artigos 1.º e 2.º acima.

**II — Protecção nacional e protecção internacional do património cultural e natural****ARTIGO 4.º**

Cada um dos Estados parte na presente Convenção deverá reconhecer que a obrigação de assegurar a identificação, protecção, conservação, valorização e transmissão às gerações futuras do património cultural e natural referido nos artigos 1.º e 2.º e situado no seu território constitui obrigação primordial. Para tal, deverá esforçar-se, quer por esforço próprio, utilizando no máximo os seus recursos disponíveis, quer, se necessário, mediante a assistência e a cooperação internacionais de que possa beneficiar, nomeadamente no plano financeiro, artístico, científico e técnico.

**ARTIGO 5.º**

Com o fim de assegurar uma protecção e conservação tão eficazes e uma valorização tão activa quanto possível do património cultural e natural situado no seu território e nas condições apropriadas a cada país, os Estados parte na presente Convenção esforçar-se-ão na medida do possível por:

- a) Adoptar uma política geral que vise determinar uma função ao património cultural e natural na vida colectiva e integrar a protecção do referido património nos programas de planificação geral;
- b) Instituir no seu território, caso não existam, um ou mais serviços de protecção, conservação e valorização do património cultural e natural, com pessoal apropriado, e dispondo dos meios que lhe permitam cumprir as tarefas que lhe sejam atribuídas;
- c) Desenvolver os estudos e as pesquisas científicas e técnicas e aperfeiçoar os métodos de intervenção que permitem a um Estado enfrentar os perigos que ameaçam o seu património cultural ou natural;
- d) Tomar as medidas jurídicas, científicas, técnicas, administrativas e financeiras adequadas para a identificação, protecção, conservação, valorização e restauro do referido património; e
- e) Favorecer a criação ou o desenvolvimento de centros nacionais ou regionais de formação nos domínios da protecção, conservação e valorização do património cultural e natural e encorajar a pesquisa científica neste domínio.

**ARTIGO 6.º**

1 — Com pleno respeito pela soberania dos Estados no território dos quais está situado o património cultural e natural referido nos artigos 1.º e 2.º, e sem prejuízo dos direitos reais previstos na legislação nacional sobre o referido património, os Estados parte na presente Convenção reconhecem que o referido património constitui um património universal para a protecção do qual a comunidade internacional no seu todo tem o dever de cooperar.

2 — Em consequência, os Estados parte comprometem-se, em conformidade com as disposições da presente Convenção, a con-

tribuir para a identificação, protecção, conservação e valorização do património cultural e natural referido nos parágrafos 2 e 4 do artigo 11.º se o Estado no território do qual tal património se encontra o solicitar.

3 — Cada um dos Estados parte na presente Convenção compromete-se a não tomar deliberadamente qualquer medida susceptível de danificar directa ou indirectamente o património cultural e natural referido nos artigos 1.º e 2.º situado no território de outros Estados parte na presente Convenção.

**ARTIGO 7.º**

Para fins da presente Convenção, deverá entender-se por protecção internacional do património mundial cultural e natural a criação de um sistema de cooperação e de assistência internacionais que vise auxiliar os Estados parte na Convenção nos esforços que despendem para preservar e identificar o referido património.

**III — Comité intergovernamental para a protecção do património mundial, cultural e natural****ARTIGO 8.º**

1 — É criado junto da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura um *comité* intergovernamental para a protecção do património cultural e natural de valor universal excepcional denominado Comité do Património Mundial. Será composto por quinze Estados parte na Convenção, eleitos pelos Estados parte na Convenção munidos em assembleia geral no decurso de sessões ordinárias da Conferência Geral da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura. O número dos Estados membros do Comité será elevado até vinte e um, a contar da sessão ordinária da conferência geral que se siga à entrada em vigor da presente Convenção para, pelo menos, quarenta Estados.

2 — A eleição dos membros do Comité deverá assegurar uma representação equitativa das diferentes regiões e culturas do Mundo.

3 — Assistirão às sessões do Comité com voto consultivo um representante do Centro Internacional de Estudos para a Conservação e Restauro dos Bens Culturais (Centro de Roma), um representante do Conselho Internacional dos Monumentos e Locais de Interesse (ICOMOS) e um representante da União Internacional para a Conservação da Natureza e Seus Recursos (UICN), aos quais poderão ser acrescentados, a pedido dos Estados parte reunidos em assembleia geral no decurso das sessões ordinárias da Conferência Geral da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura, representantes de outras organizações intergovernamentais ou não governamentais com objectivos idênticos.

**ARTIGO 9.º**

1 — Os Estados membros do Comité do Património Mundial exercerão o seu mandato desde o termo da sessão ordinária da Conferência Geral no decurso da qual tiverem sido eleitos e até ao final da terceira sessão ordinária subsequente.

2 — No entanto, o mandato de um terço dos membros designados na primeira eleição terminará no final da primeira sessão ordinária da Conferência Geral que se siga à sessão no decurso da qual tenham sido eleitos, e o mandato de um segundo terço dos membros designados simultaneamente terminará no final da segunda sessão ordinária da Conferência Geral que se siga à

sessão no decurso da qual tenham sido eleitos. Os nomes de tais membros serão sorteados pelo presidente da Conferência Geral após a primeira eleição.

3 — Os Estados membros do Comité deverão escolher para os representar pessoas qualificadas no domínio do património cultural ou do património natural.

#### ARTIGO 10.<sup>º</sup>

1 — O Comité do Património Mundial adoptará o seu regulamento interno.

2 — O Comité poderá a qualquer momento convidar para as suas reuniões organismos públicos ou privados, assim como pessoas privadas, para proceder a consultas sobre questões específicas.

3 — O Comité poderá criar os órgãos consultivos que julgue necessários à execução das suas funções.

#### ARTIGO 11.<sup>º</sup>

1 — Cada um dos Estados parte na presente Convenção deverá submeter, em toda a medida do possível, ao Comité do Património Mundial um inventário dos bens do património cultural e natural situados no seu território e susceptíveis de serem inscritos na lista prevista no parágrafo 2 do presente artigo. Tal inventário, que não será considerado exaustivo, deverá comportar uma documentação sobre o local dos bens em questão e sobre o interesse que apresentam.

2 — Com base nos inventários submetidos pelos Estados em aplicação do parágrafo 1 acima, o Comité deverá estabelecer, actualizar e difundir, sob o nome de «lista do património mundial», uma lista dos bens do património cultural e do património natural tal como definidos nos artigos 1.<sup>º</sup> e 2.<sup>º</sup> da presente Convenção, que considere como tendo um valor universal excepcional em aplicação dos critérios que tiver estabelecido. De dois em dois anos deverá ser difundida uma actualização da lista.

3 — A inscrição de um bem na lista do património mundial apenas poderá ser feita com o consentimento do Estado interessado. A inscrição de um bem situado num território que seja objecto de reivindicação de soberania ou de jurisdição por vários Estados não prejudicará em nada os direitos das partes no diferendo.

4 — O Comité deverá estabelecer, actualizar e difundir, sempre que as circunstâncias o exigam, sob o nome de «lista do património mundial em perigo», uma lista dos bens que figurem na lista do património mundial para a salvaguarda dos quais sejam necessários grandes trabalhos e para os quais tenha sido pedida assistência, nos termos da presente Convenção. Tal lista deverá conter uma estimativa do custo das operações. Apenas poderão figurar nesta lista os bens do património cultural e natural ameaçados de perigos graves e precisos, tais como ameaça de desaparecimento devido a uma degradação acelerada, projectos de grandes trabalhos públicos ou privados, rápido desenvolvimento urbano e turístico, destruição devida a mudanças de utilização ou de propriedade da terra, alterações profundas devidas a uma causa desconhecida, abandono por um qualquer motivo, conflito armado surgido ou ameaçando surgir calamidades e cataclismos, grandes incêndios, sismos, deslocações de terras, erupções vulcânicas, modificações do nível das águas, inundações e maremotos. O Comité poderá, em qualquer momento e em caso de urgência, proceder a nova inscrição na lista do património mundial em perigo e dar a tal inscrição difusão imediata.

5 — O Comité definirá os critérios com base nos quais um bem do património cultural e natural poderá ser inscrito em qualquer das listas referidas nos parágrafos 2 e 4 do presente artigo.

6 — Antes de recusar um pedido de inscrição numa das duas listas referidas nos parágrafos 2 e 4 do presente artigo, o Comité deverá consultar o Estado parte no território do qual esteja situado o bem do património cultural ou natural em causa.

7 — O Comité, com o consentimento dos Estados interessados, coordenará e encorajará os estudos e pesquisas necessárias à constituição das listas referidas nos parágrafos 2 e 4 do presente artigo.

#### ARTIGO 12.<sup>º</sup>

O facto de um bem do património cultural e natural não ter sido inscrito em qualquer das duas listas referidas nos parágrafos 2 e 4 do artigo 11.<sup>º</sup> não poderá de qualquer modo significar que tal bem não tenha um valor universal excepcional para fins diferentes dos resultantes da inscrição nas referidas listas.

#### ARTIGO 13.<sup>º</sup>

1 — O Comité do Património Mundial deverá aceitar e estudar os pedidos de assistência internacional formulados pelos Estados parte na presente Convenção no que respeita aos bens do património cultural e natural situados nos seus territórios, que figurem ou sejam susceptíveis de figurar nas listas referidas nos parágrafos 2 e 4 do artigo 11.<sup>º</sup> Tais pedidos poderão ter por objecto a protecção, conservação, valorização ou restauro de tais bens.

2 — Os pedidos de assistência internacional em aplicação do parágrafo 1 do presente artigo poderão igualmente ter por objecto a identificação de bens do património cultural e natural definido nos artigos 1.<sup>º</sup> e 2.<sup>º</sup>, sempre que pesquisas preliminares tenham permitido estabelecer que as mesmas merecem ser prosseguidas.

3 — O Comité deverá decidir do andamento a dar a tais pedidos, determinar, se necessário, a natureza e importância da sua ajuda e autorizar a conclusão, em seu nome, de acordos necessários com o governo interessado.

4 — O Comité deverá determinar uma ordem de prioridade para as suas intervenções. Fá-lo-á tendo em conta a importância respectiva dos bens a salvaguardar para o património mundial, cultural e natural, a necessidade em assegurar assistência internacional aos bens mais representativos da natureza ou do génio e da história dos povos do mundo e da urgência dos trabalhos a empreender, a importância dos recursos dos Estados no território dos quais se encontram os bens ameaçados e principalmente a medida em que tais Estados poderiam assegurar a salvaguarda de tais bens pelos seus próprios meios.

5 — O Comité deverá estabelecer, actualizar e difundir uma lista dos bens para os quais tenha sido dada assistência internacional.

6 — O Comité deverá decidir da utilização dos recursos do fundo criado nos termos do artigo 15.<sup>º</sup> da presente Convenção. Procurará os meios de aumentar tais recursos e tomará todas as medidas úteis para o efeito.

7 — O Comité deverá cooperar com as organizações internacionais e nacionais, governamentais e não governamentais, com objectivos idênticos aos da presente Convenção. Para a aplicação dos seus programas e execução dos seus projectos, o Comité poderá recorrer a tais organizações, especialmente do Centro Internacional de Estudos para a Conservação e Restauro dos Bens Culturais (Centro de Roma), ao Conselho Internacional dos Monumentos e Locais de Interesse (ICOMOS) e à União

Internacional para a Conservação da Natureza e Seus Recursos (IUCN), assim como a outros organismos públicos ou privados e a pessoas privadas.

8 — As decisões do Comité serão tomadas por maioria de dois terços dos membros presentes e votantes. O quórum será constituído pela maioria dos membros do Comité.

#### ARTIGO 14.º

1 — O Comité do Património Mundial será assistido por um secretariado nomeado pelo director-geral da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura

2 — O director-geral da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura, utilizando o mais possível os serviços do Centro Internacional de Estudos para a Conservação e Restauro dos Bens Culturais (Centro de Roma), do Conselho Internacional dos Monumentos e Locais de Interesse (ICOMOS) e da União Internacional para a Conservação da Natureza e Seus Recursos (IUCN), nos domínios das suas competências e das suas respectivas possibilidades, deverá preparar a documentação do Comité, a ordem do dia das suas reuniões e deverá assegurar a execução das suas decisões.

#### IV — Fundo para a protecção do património mundial, cultural e natural

##### ARTIGO 15.º

1 — É constituído um fundo para a protecção do património mundial, cultural e natural de valor universal excepcional, denominado Fundo do Património Mundial.

2 — O Fundo será constituído com fundos de depósito, em conformidade com as disposições do regulamento financeiro da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura.

3 — Os recursos do Fundo serão constituídos por:

- a) Contribuições obrigatórias e contribuições voluntárias dos Estados parte na presente Convenção;
- b) Pagamentos, doações ou legados que poderão fazer:
  - i) Outros Estados;
  - ii) A Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura, as demais organizações do sistema das Nações Unidas, nomeadamente o Programa de Desenvolvimento das Nações Unidas e outras organizações intergovernamentais;
  - iii) Organismos públicos ou privados, ou as pessoas privadas;
- c) Qualquer juro devido pelos recursos do Fundo;
- d) Produto das colectas e receitas das manifestações organizadas em proveito do Fundo; e
- e) Quaisquer outros recursos autorizados pelo regulamento que o Comité do Património Mundial elaborará.

4 — O destino das contribuições feitas ao Fundo e das demais formas de assistência prestadas ao Comité será estabelecido por este. O Comité poderá aceitar contribuições destinadas apenas a um certo programa ou a um determinado projecto desde que a aplicação de tal programa ou a execução de tal projecto tenha sido decidida pelo Comité. As contribuições ao Fundo não poderão estar sujeitas a qualquer condição política.

##### ARTIGO 16.º

1 — Sem prejuízo de qualquer contribuição voluntária complementar, os Estados parte na presente Convenção compro-

metem-se a pagar regularmente, de dois em dois anos, ao Fundo do Património Mundial, contribuições, cujo montante, calculado segundo uma percentagem uniforme aplicável a todos os Estados, será decidido pela assembleia geral dos Estados parte na Convenção, reunidos no decurso de sessões da Conferência Geral da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura. Tal decisão da assembleia geral requer a maioria dos Estados parte, presentes e votantes, que não tenham formulado a declaração referida no parágrafo 2 do presente artigo. A contribuição obrigatória dos Estados parte na Convenção não poderá, em caso algum, ultrapassar 1% da sua contribuição para o orçamento ordinário da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura.

2 — Qualquer Estado referido no artigo 31.º ou no artigo 32.º da presente Convenção poderá, no entanto, no momento do depósito do seu instrumento de ratificação, aceitação ou adesão, declarar que não ficará vinculado pelas disposições do parágrafo 1 do presente artigo.

3 — Qualquer Estado parte na Convenção que tenha formulado a declaração referida no parágrafo 2 do presente artigo poderá, em qualquer momento, retirar a referida declaração mediante notificação do director-geral da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura. No entanto, a retirada da declaração apenas terá efeito, no que se refere à contribuição obrigatória devida por tal Estado, a partir da data da assembleia geral seguinte dos Estados parte.

4 — A fim de que o Comité possa prever as suas operações de forma eficaz, as contribuições dos Estados parte na presente Convenção que tenham formulado a declaração referida no parágrafo 2 do presente artigo deverão ser pagas de forma regular, pelo menos de dois em dois anos, e não deverão ser inferiores às contribuições que tais Estados deveriam pagar caso se encontrassem vinculados pelas disposições do parágrafo 1 do presente artigo.

5 — Qualquer Estado parte na Convenção que se encontre atrasado no pagamento da sua contribuição obrigatória ou voluntária, relativamente ao ano em curso e ao ano civil imediatamente anterior, não poderá ser eleito para o Comité do Património Mundial; tal disposição não se aplica aquando da primeira eleição. O mandato de um tal Estado, já membro do Comité, terminará no momento de qualquer eleição referida no parágrafo 1 do artigo 8.º da presente Convenção.

##### ARTIGO 17.º

Os Estados parte na presente Convenção deverão estabelecer ou promover a criação de fundações ou de associações nacionais, públicas e privadas, cujo objectivo seja o encorajamento da protecção do património cultural e natural, conforme definido pelos artigos 1.º e 2.º da presente Convenção.

##### ARTIGO 18.º

Os Estados parte na presente Convenção deverão contribuir nas campanhas internacionais de colecta, organizadas em favor do Fundo do Património Mundial, sob os auspícios da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura. Deverão facilitar as colectas feitas com tais objectivos pelos organismos mencionados no parágrafo 3 do artigo 15.º

#### V — Condições e modalidades de assistência internacional

##### ARTIGO 19.º

Qualquer Estado parte na presente Convenção poderá solicitar assistência internacional em favor dos bens do património

cultural ou natural de valor universal excepcional situados no seu território. Deverá anexar ao pedido de assistência os elementos informativos e os documentos mencionados no artigo 21.º, de que dispõe, e de que o Comité necessitará para tomar a sua decisão.

#### ARTIGO 20.º

Sob reserva das disposições do parágrafo 2 do artigo 13.º, da alínea c) do artigo 22.º e do artigo 23.º, a assistência internacional prevista pela presente Convenção apenas poderá ser concedida a bens do património cultural e natural que o Comité do Património Mundial tenha decidido ou decida fazer figurar numa das listas referidas nos parágrafos 2 e 4 do artigo 11.º

#### ARTIGO 21.º

1 — O Comité do Património Mundial deverá estabelecer as normas para o exame dos pedidos de assistência internacional que lhe sejam dirigidos e deverá precisar, nomeadamente, os elementos a figurar no pedido, o qual deverá descrever a operação a executar, os trabalhos necessários, uma estimativa do custo dos mesmos, urgência e os motivos pelos quais os recursos do Estado que tenha formulado o pedido não lhe permitem fazer face à totalidade das despesas. Os pedidos deverão, sempre que possível, basear-se na opinião de peritos.

2 — Em virtude dos trabalhos que poderão eventualmente vir a ser necessários sem demora, os pedidos fundados em calamidades naturais ou em catástrofes deverão ser urgente e prioritariamente examinados pelo Comité, o qual deverá dispor de um fundo de reserva destinado a tais eventualidades.

3 — Antes de tomar qualquer decisão, o Comité deverá proceder aos estudos e consultas que julgue necessários.

#### ARTIGO 22.º

A assistência concedida pelo Comité do Património Mundial poderá assumir as seguintes formas:

- a) Estudos sobre os problemas artísticos, científicos e técnicos resultantes da protecção, conservação, valorização e restauro do património cultural e natural, conforme definido pelos parágrafos 2 e 4 do artigo 11.º da presente Convenção;
- b) Fornecimento de peritos, técnicos e de mão-de-obra qualificada para supervisar a boa execução do projecto aprovado;
- c) Formação de especialistas, a todos os níveis, nos domínios da identificação, protecção, conservação, valorização e restauro do património cultural e natural;
- d) Fornecimento de equipamento de que o Estado interessado não disponha ou não esteja em condições de adquirir;
- e) Empréstimos a juro reduzido, isentos de juros ou que possam ser reembolsados a longo prazo;
- f) Concessão, em casos excepcionais e especialmente motivados, de subvenções não reembolsáveis.

#### ARTIGO 23.º

O Comité do Património Mundial poderá igualmente fornecer assistência internacional a centros nacionais ou regionais de formação de especialistas, a todos os níveis, nos domínios da identificação, protecção, conservação, valorização e restauro do património cultural e natural.

#### ARTIGO 24.º

Uma assistência internacional de elevada importância apenas poderá ser concedida após estudo científico, económico e técnico detalhado. Tal estudo deverá recorrer às mais avançadas

técnicas de protecção, conservação, valorização e restauro do património cultural e natural e corresponder aos objectivos da presente Convenção. Deverá ainda pesquisar os meios para a utilização racional dos recursos disponíveis no Estado interessado.

#### ARTIGO 25.º

O financiamento dos trabalhos necessários apenas deverá, em princípio, incumbir parcialmente à comunidade internacional. A participação do Estado que beneficie da assistência internacional deverá constituir parte substancial dos recursos atribuídos a cada programa ou projecto, excepto se os seus recursos não lho permitam.

#### ARTIGO 26.º

O Comité do Património Mundial e o Estado beneficiário deverão definir, em acordo a concluir, as condições para a execução do programa ou projecto ao qual é concedida assistência internacional, nos termos da presente Convenção. Competirá ao Estado que receba tal assistência internacional continuar a proteger, conservar e valorizar os bens assim salvaguardados, em conformidade com as condições definidas no acordo.

### VI — Programas educativos

#### ARTIGO 27.º

1 — Os Estados parte na presente Convenção esforçar-se-ão, por todos os meios apropriados, nomeadamente mediante programas de educação e de informação, por reforçar o respeito e o apego dos seus povos ao património cultural e natural definido nos artigos 1.º e 2.º da Convenção.

2 — Comprometem-se a informar largamente o público das ameaças a que está sujeito tal património e das actividades levadas a cabo em aplicação da presente Convenção.

#### ARTIGO 28.º

Os Estados parte na presente Convenção que recebam assistência internacional, em aplicação da Convenção, deverão tomar as medidas necessárias no sentido de dar a conhecer a importância dos bens que constituem o objecto de tal assistência e o papel desempenhado por esta.

### VII — Relatórios

#### ARTIGO 29.º

1 — Os Estados parte na presente Convenção deverão indicar nos relatórios a apresentar à Conferência Geral da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura, às datas e sob as formas que entender, as disposições legais e regulamentares e as demais medidas que tenham sido adoptadas para aplicação da Convenção, bem como a experiência que tenham adquirido na matéria.

2 — Tais relatórios deverão ser levados ao conhecimento do Comité do Património Mundial.

3 — O Comité deverá apresentar um relatório sobre as suas actividades a cada uma das sessões ordinárias da Conferência Geral da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura.

### VIII — Cláusulas finais

#### ARTIGO 30.º

A presente Convenção foi redigida em inglês, árabe, espanhol, francês e russo, fazendo os cinco textos igualmente férteis.

## ARTIGO 31.º

1 — A presente Convenção será submetida à ratificação ou aceitação dos Estados membros da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura, em conformidade com as suas respectivas normas constitucionais.

2 — Os instrumentos de ratificação ou aceitação serão depositados junto do director-geral da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura.

## ARTIGO 32.º

1 — A presente Convenção fica aberta à adesão de qualquer Estado não membro da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura convidado a ela aderir pela Conferência Geral da Organização.

2 — A adesão terá lugar mediante o depósito de um instrumento de adesão junto do director-geral da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura.

## ARTIGO 33.º

A presente Convenção entrará em vigor três meses após a data do depósito do vigésimo instrumento de ratificação, aceitação ou adesão, mas unicamente para os Estados que tenham depositado os seus respectivos instrumentos de ratificação, aceitação ou adesão em tal data, ou anteriormente. Para qualquer outro Estado, entrará em vigor três meses após o depósito do respetivo instrumento de ratificação, aceitação ou adesão.

## ARTIGO 34.º

As disposições abaixo aplicar-se-ão aos Estados parte na presente Convenção com sistema constitucional federativo ou não unitário:

- a) No que se refere às disposições da presente Convenção cuja aplicação seja da competência da acção legislativa do poder legislativo federal ou central, as obrigações do Governo federal ou central serão idênticas às dos Estados parte não federativos;
- b) No que se refere às disposições da presente Convenção cuja aplicação seja da competência da acção legislativa de cada um dos Estados, regiões, províncias ou cantões que constituem o Estado federal, que não sejam obrigados, em virtude do sistema constitucional da Federação, a tomar medidas legislativas, o Governo federal levará as referidas disposições, acompanhadas do seu parecer favorável, ao conhecimento das autoridades competentes dos referidos Estados, regiões, províncias ou cantões.

## ARTIGO 35.º

1 — Cada um dos Estados parte na presente Convenção terá a faculdade de denunciar a Convenção.

2 — A denúncia deverá ser notificada mediante instrumento escrito depositado junto do director-geral da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura.

3 — A denúncia tomará efeito doze meses após a data da recepção do instrumento da denúncia. Em nada alterará as obrigações financeiras a assumir pelo Estado que a tenha efectuado, até à data em que a retirada tome efeito.

## ARTIGO 36.º

O director-geral da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura informará os Estados membros da Organização e os Estados não membros referidos no artigo 32.º, bem como a Organização das Nações Unidas, do depósito de todos os instrumentos de ratificação, aceitação ou adesão mencionados nos artigos 31.º e 32.º, e das denúncias previstas pelo artigo 35.º

## ARTIGO 37.º

1 — A presente Convenção poderá ser revista pela Conferência Geral da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura. A revisão apenas vinculará, no entanto, os Estados que se tornem parte na Convenção revista.

2 — Caso a Conferência Geral adopte uma nova convenção que constitua revisão total ou parcial da presente Convenção, e salvo disposições em contrário da nova convenção, a presente Convenção deixará de estar aberta a ratificação, aceitação ou adesão a partir da data da entrada em vigor da nova convenção.

## ARTIGO 38.º

Em conformidade com o artigo 102.º da Carta das Nações Unidas, a presente Convenção será registada no Secretariado das Nações Unidas, a pedido do director-geral da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura.

Feito em Paris aos 23 dias do mês de Novembro de 1972, em dois exemplares autênticos contendo a assinatura do presidente da Conferência Geral, reunida na sua décima sétima sessão e do director-geral das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura, os quais serão depositados nos arquivos da Organização das Nações Unidas para a Educação, Ciência e Cultura, sendo cópias certificadas conforme aos originais entregues a todos os Estados referidos nos artigos 31.º e 32.º e à Organização das Nações Unidas.

## 保護世界文化和自然遺產公約

聯合國教育、科學及文化組織大會於1972年10月17日至11月21日在巴黎舉行的第十七屆會議，

注意到文化遺產和自然遺產越來越受到破壞的威脅，一方面因年久腐變所致，同時，變化中的社會和經濟條件使情況惡化，造成更加難以對付的損害或破壞現象，

考慮到任何文化或自然遺產的壞變或消失都構成使世界各國遺產枯竭的有害影響，

考慮到國家一級保護這類遺產的工作往往不很完善，原因在於這項工作需要大量手段，以及應予保護的財產的所在國不具備充足的經濟、科學和技術力量，

回顧本組織《組織法》規定，本組織將通過確保世界遺產得到保存和保護以及建議有關國家訂立必要的國際公約來維護、增進和傳播知識，

考慮到現有關於文化財產和自然財產的國際公約、建議和決議表明，保護不論屬於哪國人民的這類罕見且無法替代的財產，對全世界人民都很重要，

考慮到某些文化遺產和自然遺產具有突出的重要性，因而需作為全人類世界遺產的一部分加以保存，

考慮到鑑於威脅這類遺產的新危險的規模和嚴重性，整個國際社會有責任通過提供集體性援助來參與保護具有突出的普遍價值的文化遺產和自然遺產；這種援助儘管不能代替有關國家採取的行動，但將成為它的有效補充，

考慮到為此有必要通過採用公約形式的新規定，以便為集體保護具有突出的普遍價值的文化遺產和自然遺產建立一個依據現代科學方法組織的永久性的有效制度，

在大會第十六屆會議上曾決定就此問題制訂一項國際公約。

於1972年11月16日通過本公約。

## I 文化遺產和自然遺產的定義

### 第一條

為實現本公約的宗旨，下列各項應列為“文化遺產”：

古跡：從歷史、藝術或科學角度看具有突出的普遍價值的建築物、碑雕、碑畫、具有考古性質的成份或構造物、銘文、窟洞以及景觀的聯合體；

建築群：從歷史、藝術或科學角度看在建築式樣、分布均勻或與環境景色結合方面具有突出的普遍價值的單立或連接的建築群；

遺址：從歷史、審美、人種學或人類學角度看具有突出的普遍價值的人類工程或自然與人的聯合工程以及包括有考古地址的區域。

### 第二條

為實現本公約的宗旨，下列各項應列為“自然遺產”：

從審美或科學角度看具有突出的普遍價值的由物質和生物結構或這類結構群組成的自然景觀；

從科學或保護角度看具有突出的普遍價值的地質和地文結構以及明確劃為受到威脅的動物和植物生境區；

從科學、保存或自然美角度看具有突出的普遍價值的天然名勝或明確劃分的自然區域。

### 第三條

本公約締約國均可自行確定和劃分上面第一條和第二條中提及的、本國領土內的各種不同的財產。

## II 文化遺產和自然遺產的國家保護和國際保護

### 第四條

本公約締約國承認，保證第一條和第二條中提及的、本國領土內的文化遺產和自然遺產的確定、保護、保存、展出和傳與後代，主要是有關國家的責任。該國將為此目的竭盡全力，最大限度地利用本國資源，適當時利用所能獲得的國際援助和合作，特別是財政、藝術、科學及技術方面的援助和合作。

### 第五條

為確保本公約各締約國為保護、保存和展出本國領土內的文化遺產和自然遺產積極採取有效的措施，本公約各締約國應視本國具體情況盡力做到以下幾點：

1. 通過一項旨在使文化遺產和自然遺產在社會生活中起一定作用，並把遺產保護工作納入全面規劃綱要的總政策；
2. 如本國內尚未建立負責文化遺產和自然遺產的保護、保存和展出的機構，則建立一個或幾個此類機構，配備適當的工作人員和為履行其職能所需的手段；
3. 發展科學和技術研究，並制訂出能夠抵抗威脅本國文化或自然遺產的危險的實際方法；
4. 採取為確定、保護、保存、展出和恢復這類遺產所需的適當的法律、科學、技術、行政和財政措施；
5. 促進建立或發展有關保護、保存和展出文化遺產和自然遺產的國家或地區培訓中心，並鼓勵這方面的科學研究。

### 第六條

(一) 本公約締約國，在充分尊重第一條和第二條中提及的文化遺產和自然遺產的所在國的主權，並不使國家立法規定的財產權受到損害的同時，承認這類遺產是世界遺產的一部分，因此，整個國際社會有責任進行合作，予以保護。

(二) 締約國同意，按照本公約的規定，應有關國家的要求幫助該國確定、保護、保存和展出第十一條第(二)和第(四)款中提及的文化遺產和自然遺產。

(三) 本公約締約國同意不故意採取任何可能直接或間接損害第一條和第二條中提及的位於本公約其他締約國領土內的文化遺產和自然遺產的措施。

### 第七條

為實現本公約的宗旨，世界文化遺產和自然遺產的國際保護應被理解為建立一個旨在支持本公約締約國保存和確定這類遺產的努力的國際合作和援助系統。

### III 保護世界文化遺產和自然遺產政府間委員會

#### 第八條

(一) 在聯合國教育、科學及文化組織內，現建立一個保護具有突出的普遍價值的文化遺產和自然遺產的政府間委員會，稱為“世界遺產委員會”。委員會由聯合國教育、科學及文化組織大會常會期間召集的本公約締約國大會選出的 15 個締約國組成。委員會成員國的數目將自本約至少在 40 個締約國生效後的大會常會之日起增至 21 個。

(二) 委員會委員的選舉須保證均衡地代表世界的不同地區和不同文化。

(三) 國際文物保存與修復研究中心（羅馬中心）的一名代表、國際古跡遺址理事會的一名代表、以及國際自然及自然資源保護聯盟的一名代表，可以諮詢者身份出席委員會的會議。此外，應聯合國教育、科學及文化組織大會常會期間參加大會的本公約締約國提出的要求，其他具有類似目標的政府間或非政府組織的代表亦可以諮詢者身份出席委員會的會議。

#### 第九條

(一) 世界遺產委員會成員國的任期自當選之應屆大會常會結束時起至應屆大會後第三次常會閉幕時止。

(二) 但是，第一次選舉時指定的委員中，有三分之一的委員的任期應於當選之應屆大會後第一次常會閉幕時截止；同時指定的委員中，另有三分之一的委員的任期應於當選之應屆大會後第二次常會閉幕時截止。這些委員由聯合國教育、科學及文化組織大會主席在第一次選舉後抽簽決定。

(三) 委員會成員國應選派在文化或自然遺產方面有資歷的人員擔任代表。

#### 第十條

(一) 世界遺產委員會應通過其議事規則。

(二) 委員會可隨時邀請公共或私立組織或個人參加其會議，以就具體問題進行磋商。

(三) 委員會可設立它認為為履行其職能所需的諮詢機構。

#### 第十一條

(一) 本公約各締約國應盡力向世界遺產委員會遞交一份關於本國領土內適於列入本條第(二)款所述《世界遺產目錄》的組成文化遺產和自然遺產的財產的清單。這份清單不應當看作是詳盡無遺的。清單應包括有關財產的所在地及其意義的文

(二) 根據締約國按照第(一)款規定遞交的清單，委員會應制訂、更新和出版一份《世界遺產目錄》，其中所列的均為本公約第一條和第二條確定的文化遺產和自然遺產的組成部分，也是委員會按照自己制訂的標準認為是具有突出的普遍價值的財產。一份最新目錄應至少每兩年分發一次。

(三) 把一項財產列入《世界遺產目錄》需徵得有關國家同意。當幾個國家對某一領土的主權或管轄權均提出要求時，將該領土內的一項財產列入《目錄》不得損害爭端各方的權利。

(四) 委員會應在必要時制訂、更新和出版一份《處於危險的世界遺產目錄》，其中所列財產均為載於《世界遺產目錄》之中、需要採取重大活動加以保護並根據本公約要求需給予援助的財產。《處於危險的世界遺產目錄》應載有這類活動的費用概算，並只可包括文化遺產和自然遺產中受到下述嚴重的特殊危險威脅的財產。這些危險是：蛻變加劇、大規模公共或私人工程、城市或旅遊業迅速發展的項目造成的消失威脅；土地的使用變動或易主造成的破壞；未知原因造成的主要變化；隨意擯棄；武裝衝突的爆發或威脅；災害和災變；嚴重火災、地震、山崩；火山爆發；水位變動、洪水和海嘯等。委員會在緊急需要時可隨時在《處於危險的世界遺產目錄》中增列新的條目並立即予以發表。

(五) 委員會應確定屬於文化或自然遺產的財產可被列入本條第(二)和第(四)款中提及的目錄所依據的標準。

(六) 委員會在拒絕一項要求列入本條第(二)和第(四)款提及的目錄之一的申請之前，應與有關文化或自然財產所在締約國磋商。

(七) 委員會經與有關國家商定，應協調和鼓勵為擬訂本條第(二)和第(四)款中提及的目錄所需進行的研究。

#### 第十二條

未被列入第十一條第(二)和第(四)款提及的兩個目錄的屬於文化或自然遺產的財產，決非意味着在列入這些目錄的目的之外的其他方面不具有突出的普遍價值。

#### 第十三條

(一) 世界遺產委員會應接收並研究本公約締約國就已經列入或可能適於列入第十一條第(二)和第(四)款中提及的目錄的本國領土內成為文化或自然遺產的財產，要求國際援助而遞交的申請。這種申請的目的可以是保證這類財產得到保護、保存、展出或恢復。

(二) 當初步調查表明有理由進行深入的時候，根據本條第(一)款中提出的國際援助申請還可以涉及鑒定哪些財產屬於第一條和第二條所確定的文化或自然遺產。

(三)委員會應就對這些申請所需採取的行動作出決定，適當時應確定其援助的性質和程度，並授權以它的名義與有關政府作出必要的安排。

(四)委員會應制訂其活動的優先順序並在進行這項工作時應考慮到需予保護的財產對世界文化遺產和自然遺產各具的重要性、對最能代表一種自然環境或世界各國人民的才華和歷史的財產給予國際援助的必要性、所需開展工作的迫切性、受到威脅的財產所在的國家現有的資源、特別是這些國家利用本國手段保護這類財產的能力大小。

(五)委員會應制訂、更新和發表已給予國際援助的財產目錄。

(六)委員會應就根據本公約第十五條設立的基金的資金使用問題作出決定。委員會應設法增加這類資金，並為此目的採取一切有益的措施。

(七)委員會應與擁有與本公約目標相似的目標的國際和國家級政府組織和非政府組織合作。委員會為實施其計劃和項目，可約請這類組織，特別是國際文物保存與修復研究中心（羅馬中心）、國際古跡遺址理事會和國際自然及自然資源保護聯盟，並可約請公共和私立機構及個人。

(八)委員會的決定應經出席及參加表決的委員的三分之二多數通過。委員會委員的多數構成法定人數。

#### 第十四條

(一)世界遺產委員會應由聯合國教育、科學及文化組織總幹事任命組成的一個秘書處協助工作。

(二)聯合國教育、科學及文化組織總幹事應盡可能充分利用國際文物保存與修復研究中心（羅馬中心）、國際古跡遺址理事會和國際自然及自然資源保護聯盟在各自職權能力範圍內提供的服務，為委員會準備文件資料，制訂委員會會議議程，並負責執行委員會的決定。

### IV 保護世界文化遺產和自然遺產基金

#### 第十五條

(一)現設立一項保護具有突出的普遍價值的世界文化遺產和自然遺產基金稱為“世界遺產基金”。

(二)根據聯合國教育、科學及文化組織《財務條例》的規定，此項基金應構成一項信托基金。

(三)基金的資金來源應包括：

1. 本公約締約國義務捐款和自願捐款；
2. 下列方面可能提供的捐款、贈款或遺贈：

(1)其他國家；  
 (2)聯合國教育、科學及文化組織、聯合國系統的其他組織（特別是聯合國開發計劃署）或其他政府間組織；  
 (3)公共或私立團體或個人。

3. 基金款項所得利息；
4. 募捐的資金和為本基金組織的活動的所得收入；
5. 世界遺產委員會擬訂的基金條例所認可的所有其他資金。

(四)對基金的捐款和向委員會提供的其他形式的援助只能用於委員會限定的目的。委員會可接受僅用於某個計劃或項目的捐款，但以委員會業已決定實施該計劃或項目為條件。對基金的捐款不得帶有政治條件。

#### 第十六條

(一)在不影響任何自願補充捐款的情況下，本公約締約國同意，每兩年定期向世界遺產基金納款，本公約締約國大會應在聯合國教育、科學及文化組織大會屆會期間開會確定適用於所有締約國的一個統一的納款額百分比。締約國大會關於此問題的決定，需由未作本條第(二)款中所述聲明的、出席及參加表決的締約國的多數通過。本公約締約國的義務納款在任何情況下都不得超過對聯合國教育、科學及文化組織正常預算納款的百分之一。

(二)然而，本公約第三十一條或第三十二條中提及的國家均可在交存批准書、接受書或加入書時聲明不受本條第1段規定的約束。

(三)已作本條第(二)款中所述聲明的本公約締約國可隨時通過通知聯合國教育、科學及文化組織總幹事收回所作聲明。然而，收回聲明之舉在緊接的一屆本公約締約國大會之日以前不得影響該國的義務納款。

(四)為使委員會得以有效地規劃其活動，已作本條第(二)款中所述聲明的本公約締約國應至少每兩年定期納款，納款不得少於它們如受本條第(一)款規定約束所須交納的款額。

(五)凡拖延交付當年和前一日曆年的義務納款或自願捐款的本公約締約國，不能當選為世界遺產委員會成員，但此項規定不適用於第一次選舉。

屬於上述情況但已當選委員會成員的締約國的任期，應在本公約第八條第(一)款規定的選舉之時截止。

#### 第十七條

本公約締約國應考慮或鼓勵設立旨在為保護本公約第一條和第二條中所確定的文化遺產和自然遺產募捐的國家、公共及私立基金會或協會。

## 第十八條

本公約締約國應對在聯合國教育、科學及文化組織贊助下為世界遺產基金所組織的國際募款運動給予援助。它們應為第十五條第（三）款中提及的機構為此目的所進行的募款活動提供便利。

## V 國際援助的條件和安排

## 第十九條

凡本公約締約國均可要求對本國領土內組成具有突出的普遍價值的文化或自然遺產的財產給予國際援助。它在遞交申請時還應按照第二十一條規定提交所擁有的並有助於委員會作出決定的情報和文件資料。

## 第二十條

除第十三條第（二）款、第二十二條第3項和第二十三條所述情況外，本公約規定提供的國際援助僅限於世界遺產委員會業已決定或可能決定列入第十一條第（二）和第（四）款中所述目錄的文化遺產和自然遺產的財產。

## 第二十一條

(一)世界遺產委員會應制訂對向它提交的國際援助申請的審議程序，並應確定申請應包括的內容，即打算開展的活動、必要的工程、工程的預計費用和緊急程度以及申請國的資源不能滿足所有開支的原因所在。這類申請須盡可能附有專家報告。

(二)對因遭受災難或自然災害而提出的申請，由於可能需要開展緊急工作，委員會應立即給予優先審議，委員會應掌握一筆應急儲備金。

(三)委員會在作出決定之前，應進行它認為必要的研究和磋商。

## 第二十二條

世界遺產委員會提供的援助可採取下述形式：

1. 研究在保護、保存、展出和恢復本公約第十一條第（二）和第（四）款所確定的文化遺產和自然遺產方面所產生的藝術、科學和技術性問題；
2. 提供專家、技術人員和熟練工人，以保證正確地進行已批准的工程；
3. 在各級培訓文化遺產和自然遺產的鑑定、保護、保存、展出和恢復方面的工作者和專家；

4. 提供有關國家不具備或無法獲得的設備；
5. 提供可長期償還的低息或無息貸款；
6. 在例外並具有特殊原因的情況下提供無償補助金。

## 第二十三條

世界遺產委員會還可向培訓文化或自然遺產的鑑定、保護、保存、展出和恢復方面的各級工作者和專家的國家或地區中心提供國際援助。

## 第二十四條

在提供大規模的國際援助之前，應先進行周密的科學、經濟和技術研究。這些研究應考慮採用保護、保存、展出和恢復自然遺產和文化遺產方面最先進的技術，並應與本公約的目標相一致。這些研究還應探討合理利用有關國家現有資源的手段。

## 第二十五條

原則上，國際社會只擔負必要工程的部分費用。除非本國資源不許可，受益於國際援助的國家承擔的費用應構成用於各項計劃或項目的資金的主要份額。

## 第二十六條

世界遺產委員會和受援國應在它們簽訂的協定中，確定關於獲得根據本公約規定提供的國際援助的計劃或項目的實施條件。接受這類國際援助的國家應負責按照協定制訂的條件，對如此衛護的財產繼續加以保護、保存和展出。

## VI 教育計劃

## 第二十七條

(一)本公約締約國應通過一切適當手段，特別是教育和宣傳計劃，努力增強本國人民對本公約第一條和第二條中確定的文化遺產和自然遺產的讚賞和尊重。

(二)締約國應使公眾廣泛了解對這類遺產造成威脅的危險和為履行本公約進行的活動。

## 第二十八條

接受根據本公約提供的國際援助的締約國應採取適當措施，使人們了解接受援助的財產的重要性和國際援助所發揮的作用。

**VII 報告****第二十九條**

(一)本公約締約國在按照聯合國教育、科學及文化組織大會確定的日期和方式向該組織大會遞交的報告中，應提供有關它們為實施本公約所通過的立法和行政規定以及採取的其他行動的情況，並詳述在這方面獲得的經驗。

(二)應提請世界遺產委員會注意這些報告。

(三)委員會應在聯合國教育、科學及文化組織大會的每屆常會上遞交一份關於其活動的報告。

**VIII 最後條款****第三十條**

本公約以阿拉伯文、英文、法文、俄文和西班牙文擬訂，五種文本同一作準。

**第三十一條**

(一)本公約應由聯合國教育、科學及文化組織會員國根據各自的憲法程序予以批准或接受。

(二)批准書或接受書應交由聯合國教育、科學及文化組織總幹事保存。

**第三十二條**

(一)所有非聯合國教育、科學及文化組織會員的國家，經該組織大會邀請均可加入本公約。

(二)向聯合國教育、科學及文化組織總幹事交存加入書後，加入方才有效。

**第三十三條**

本公約須在第二十份批准書、接受書或加入書交存之日的三個月之後生效，但這僅涉及在該日或該日之前交存各自批准書、接受書或加入書的國家。就任何其他國家而言，本公約應在這些國家交存其批准書、接受書或加入書的三個月之後生效。

**第三十四條**

下述規定適用於擁有聯邦制或非單一立憲制的本公約締約國：

1. 在聯邦或中央立法機構的法律管轄下實施本公約規定的情況下，聯邦或中央政府的義務應與非聯邦國家的締約國的義務相同；

2. 在無須按照聯邦立憲制採取立法措施的聯邦各個國家、地區、省或州的法律管轄下實施本公約規定的情況下，聯邦政府應將這些規定連同其應予通過的建議一併通知各個國家、地區、省或州的主管當局。

**第三十五條**

(一)本公約締約國均可廢棄本公約。

(二)廢棄通告應以一份書面文件交存聯合國教育、科學及文化組織的總幹事。

(三)公約的廢棄應在接到廢約通告書十二個月後生效。廢棄在生效日之前不得影響退約國承擔的財政義務。

**第三十六條**

聯合國教育、科學及文化組織總幹事應將第三十一條和第三十二條規定交存的所有批准書、接受書或加入書以及第三十五條規定的廢棄等事項通告本組織會員國、第三十二條中提及的非本組織會員的國家以及聯合國。

**第三十七條**

(一)本公約可由聯合國教育、科學及文化組織的大會修訂。但任何修訂只對將成為修訂公約的締約國具有約束力。

(二)如大會通過一項全部或部分修訂本公約的新公約，除非新公約另有規定，本公約應從新的修訂公約生效之日起停止批准、接受或加入。

**第三十八條**

按照《聯合國憲章》第一百零二條，本公約須應聯合國教育、科學及文化組織總幹事的要求在聯合國秘書處登記。

1972年11月23日訂於巴黎，兩個正式文本均有大會第十七屆會議主席和聯合國教育、科學及文化組織總幹事簽字，由聯合國教育、科學及文化組織存檔，經驗明無誤之副本將分送至第三十一條和第三十二條所述之所有國家以及聯合國。

前文係聯合國教育、科學及文化組織大會在巴黎舉行的，於1972年11月21日宣佈閉幕的第十七屆會議通過的《公約》正式文本。

1972年11月23日簽字，以昭信守。